

Service productions animales et environnement
4, Avenue Rose Poirier
BP 61029
88050 Épinal Cedex 09

Épinal, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DU FRAIS BARIL

1945 RUE JULES BOUGEL
88220 Xertigny

Références : AR / 2024 - 03545
Code AIOT : 0058802427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement PISCICULTURE DU FRAIS BARIL implanté au 1945 RUE JULES BOUGEL 88220 XERTIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'un récolement suite à une mise en demeure échu depuis le 29/09/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DU FRAIS BARIL
- 1945 RUE JULES BOUGEL 88220 XERTIGNY
- Code AIOT : 0058802427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un élevage de salmonidés avec un atelier de transformation alimentaire. La pisciculture travaille en lien avec 2 autres établissements, dans la Meuse, dont M. RECCHIONE a la responsabilité (un à Void Vâcon et un à Gondrecourt-le-Château). Par ailleurs, l'exploitant est en cours d'acquisition d'un site supplémentaire à Rupt-aux-Nonains dans la Meuse également.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

M. RECCHIONE ne semble pas avoir conscience des nombreux enjeux sur son site. En effet, depuis 2017, année de la dernière étude environnementale dans le cadre du plan de progrès, aucune évolution de son site n'est constatée.

Dans le cadre de la redynamisation du plan de progrès piloté par la DREAL GRAND EST, ce contrôle implique des suites administratives et judiciaires, en raison de l'absence d'action et de mise à jour depuis de nombreuses années.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fonctionnement des ouvrages	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende	2 mois
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2009, article 8	Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende	2 mois
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende	2 mois
6	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets milieu naturel	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Sans objet
5	Déchets sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pisciculture n'est pas conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral et aux prescriptions techniques induites par l'arrêté ministériel de filière de son activité d'élevage piscicole en eau douce.

En effet, aucune mise à jour du dossier administratif n'a été réalisée depuis l'achat du site en 2006, des travaux avaient été envisagés mais n'ont jamais été réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fonctionnement des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Autre, Entretien des ouvrages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de la pisciculture est conforme « au I de l'article L. 214-17 et » à l'article L. 214-18 du Code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ; les prélèvements d'eau associés. <p>L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.</p> <p>Dans les cours d'eau « dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L.214-17 du Code de l'environnement », toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.</p> <p>La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant,</p>

<p>empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.</p> <p>L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les ouvrages de prélèvement d'eau en place ne permettent pas un libre écoulement des eaux et des prélèvements associés, 3 barrages sont identifiés.</p> <p>Le débit minimal n'est pas respecté dans le lit du cours d'eau.</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucun système ou méthode lui permettant d'évaluer le débit dérivé sur la prise d'eau.</p> <p>Plusieurs infranchissables (3) existent sur le cours d'eau ce qui ne permet pas une libre circulation des poissons, d'autant plus qu'aucun dispositif de franchissement n'est prévu.</p> <p>La pisciculture est bien délimitée avec des grilles amont et aval de 10 mm empêchant la libre circulation des poissons de la pisciculture vers le milieu naturel.</p> <p>L'entretien global des ouvrages est donc très insuffisant, voir inexistant depuis plusieurs années.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Déposer un nouveau dossier au titre du plan de progrès pisciculture incluant l'ensemble des mesures et analyses obligatoires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2009, article 8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Volumes prélevés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés. L'arrêté d'autorisation fixe les niveaux de prélèvements ainsi que les prescriptions nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de prélèvement. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. Sans préjudice des mesures prévues par le Code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La pisciculture est en prise directe sur le cours d'eau.</p> <p>L'exploitant n'a pas de dispositif permettant d'évaluer les volumes d'eau prélevés.</p> <p>Par conséquent, il n'enregistre aucune donnée quant au volume prélevé (ni mensuellement, ni annuellement), il n'existe donc pas d'index annuel de prélèvement.</p> <p>L'exploitant explique avoir fait une étude en 2017 (ITAVIE) qui détermine toutes ces données et souhaite reprendre ses projets de travaux.</p>

Cependant, à ce jour, aucun travaux n'a été réalisé, les suivis réglementaires ne sont pas mis en place et aucune actualisation du dossier administratif n'a été initiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déposer un nouveau dossier au titre du plan de progrès pisciculture incluant l'ensemble des mesures et analyses obligatoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Situation administrative, Pièces du dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; • les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; • les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; • le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la tenue et de la mise à jour de son dossier ICPE: <ul style="list-style-type: none"> • le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur, est absent, l'exploitant a présenté quelques factures mais n'est pas en mesure de justifier précisément les flux d'animaux sur site d'élevage. En revanche, le jour de la visite le stock total par bassin a été réalisé (document manuscrit en notre présence) ce qui porte à une présence d'environ 14 tonnes de poissons sur le site. • les plans sont incomplets et non tenus à jour, les flux hydrologiques ne sont pas clairs, un bassin n'est pas inclus dans le site de l'élevage; • les résultats des différentes analyses et mesures réalisées, liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé, ne sont pas toutes réalisées et n'ont jamais été transmises à l'inspection. Le jour de la visite l'exploitant a présenté 2 analyses (1 de mai 2024 et 1 d'août 2024), mais aucune trace des années antérieures. • aucun cahier d'épandage ou plan d'épandage n'est en place, les boues de bassin ne seraient (d'après l'exploitant) qu'en trop petite quantité, ce n'est donc pas nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Mettre en place un registre - Mettre à jour l'ensemble des plans avec les informations utiles (prises d'eau, flux, rejets, grilles, lieux d'analyses) - Mettre en place un plan d'épandage
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rejets milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de rejets
Prescription contrôlée :

1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.

2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.

3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.

4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont/aval.

5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;
- NH_4^+ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH_4^+) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;
- NO_2^- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;
- PO_4^{3-} : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;
- DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.

Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.

Constats :

D'après la dernière analyse présentée, la température de l'eau au moment du prélèvement était à 20° et l'ensemble des paramètres sont conformes.

Cependant le lieu de prélèvement ainsi que les paramètres d'échantillonnage ne sont pas précisés. Des analyses sur 24h doivent être réalisées afin de faire le lien entre l'amont et l'aval et d'avoir des mesures comparatives.

En effet, au regard de l'absence de mesure des débits et des capacités du milieu récepteur, des mesures complémentaires pourront être demandées ultérieurement.

Le suivi des paramètres présentés ne permet pas d'avoir un bilan général de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18

Thème(s) : Élevage, Cadavres

Prescription contrôlée :

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Constats :

Les cadavres sont stockés avec les déchets de fabrication dans un local réfrigéré (à 6,9° au

moment de la visite) dédié avant enlèvement une fois par semaine par le service d'équarrissage (passage tous les vendredis).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.

Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH₄⁺) et du paramètre nitrites (NO₂⁻). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.

Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Le site est régulièrement soumis à des tensions hydriques en période d'étiage mais aucune autosurveillance n'est en place. Des fréquences d'analyse d'eaux de rejets doivent être mises en place, des mesures doivent être réalisées régulièrement et les résultats doivent être conservés pendant 10 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place un programme d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende

Proposition de délais : 2 mois